

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 45.220/2
DU 24 SEPTEMBRE 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 19 septembre 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "modifiant divers arrêtés d'exécution de la Loi sur les armes", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, le projet s'exprime en ces termes :

"Vu l'urgence motivée par la circonstance que la loi du 25 juillet 2008 modifiant la Loi sur les armes stipule que les articles de la Loi sur les armes qui ne sont pas encore entrés en vigueur, entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2008; qu'ils doivent recevoir les dispositions exécutoires nécessaires pour cette date pour que la sécurité juridique soit assurée; que pour des raisons pratiques, il est souhaitable de faire entrer en vigueur en même temps les modifications à la Loi sur les armes apportées par la même loi et de mettre un terme à la confusion régnant depuis trop longtemps en matière de l'application de la Loi sur les armes; que la partie restante de la période transitoire qui se termine le 31 octobre 2008 doit être la plus longue possible dans l'intérêt du citoyen qui veut s'en servir;"

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

.../...

Examen du projet

Préambule

Alinéa 1^{er}

Les articles 14 et 35, 6/, de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes, ne paraissent pas fournir de fondement légal à l'arrêté en projet. Il convient dès lors d'omettre la référence à ces articles dans l'alinéa 1^{er} du préambule.

Il convient de mieux préciser les dispositions formant le fondement légal du projet, soit les articles 5, § 2, alinéa 1^{er}, 7, § 2, 12, 5/, et 35, 2/ ⁽¹⁾ et 7/, de la loi du 8 juin 2006, précitée.

Alinéa 6, nouveau

Il y a lieu d'insérer un alinéa 6 nouveau renvoyant à l'arrêté royal du 29 décembre 2006 exécutant certaines dispositions de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions et de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes, dont une disposition est modifiée par l'article 20 du projet.

Il est renvoyé également à l'observation faite sur l'article 20 du projet.

⁽¹⁾ Comme suite à l'observation faite à l'article 5.

Alinéa 10 (devenant l'alinéa 11)

Il y a lieu d'écrire :

"Vu l'avis 45.220/2 du Conseil d'État, donné le 24 septembre 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État;".

DispositifArticle 4

En vertu de l'article 5, § 2, alinéa 1^{er}, de la Loi sur les armes, il appartient au Roi de définir les conditions dans lesquelles le demandeur doit justifier l'origine des moyens financiers utilisés pour exercer son activité.

En termes de conditions, l'arrêté en projet se borne à prévoir que cette justification doit se faire au moyen de "preuves écrites valables", sans préciser toutefois ce qu'il considère comme étant des preuves "valables". Ce faisant, l'auteur du projet reste en défaut d'exécuter la loi.

Article 5

Cette disposition tend à prévoir que pour les agréments prévus à l'article 6, § 2, de la Loi sur les armes, un "certificat ad hoc est établi", sans en préciser le modèle. Or, en vertu de l'article 35, 2/, de la même loi, il appartient au Roi lui-même, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, de déterminer le modèle des documents. Le projet devra en conséquence être complété par une annexe établissant le modèle du document certifiant l'agrément prévu à l'article 6, § 2.

Article 10

En vertu de l'article 32 de la Loi sur les armes, les agréments sont en principe délivrés pour une durée indéterminée. Et en vertu de l'article 7 de la même loi, le retrait de l'agrément d'une personne qui n'a pas exercé pendant un an l'activité faisant l'objet de l'agrément est une faculté pour le Gouverneur, non une obligation.

Par conséquent, l'article 8 de l'arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions et la Loi sur les armes, qui fait l'obligation au titulaire de l'agrément de renvoyer son certificat en cas de cessation de son activité, et que l'article 10 du présent projet tend à modifier, est donc sur ce point dépourvu de fondement légal.

Article 11

Cette disposition tend à modifier l'article 17 de l'arrêté royal du 20 septembre 1991, précité, relatif à l'obligation d'être titulaire d'un permis pour porter une arme à feu soumise à autorisation, et qui fixe les conditions de dispense de cette obligation.

Or, ces questions font l'objet des articles 14, 15, modifié par la loi du 25 juillet 2008, et 21, de la Loi sur les armes. Le Roi n'est pas habilité à compléter ces dispositions.

Comme ces dispositions sont en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2008, l'article 17 de l'arrêté royal du 20 septembre 1991, précité, devrait être abrogé, plutôt que modifié.

Article 16

La sécurité juridique requiert que l'arrêté en projet précise ce qu'il y a lieu d'entendre par tireur occasionnel, en renvoyant à l'article 12, § 5, de la Loi sur les armes.

Article 17

L'article 20 de la Loi sur les armes prévoit que les exploitants des stands de tir doivent être agréés "conformément à l'article 5" de la même loi. Par conséquent, les dispositions de l'article 7 de la même loi, qui règlent la suspension, le retrait ou la limitation de l'agrément visé à l'article 5 sont également d'application à l'agrément des exploitants des stands de tir.

Par conséquent, l'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 13 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément des stands de tir est une disposition superflue puisqu'elle tend à régler une question qui est déjà réglée par le législateur.

Plutôt que de modifier cette disposition, l'article 17 du présent projet devrait l'abroger.

Article 19

L'article 8 de l'arrêté royal du 13 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément des stands de tir étant une disposition modificative et ayant en conséquence épuisé ses effets dès son entrée en vigueur, il y a lieu d'abroger les dispositions qu'elle a insérées dans l'arrêté royal du 16 septembre 1997 déterminant le montant des droits et redevances perçus en application de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, soit l'article 1^{er}, A, 7/, et B, 7/, de cet arrêté.

Article 20

L'intitulé exact de l'arrêté royal dont la modification est envisagée par l'article 20 du projet est le suivant : "arrêté royal exécutant certaines dispositions de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions et de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes".

La disposition sera modifiée en ce sens.

Si l'auteur du projet estime devoir omettre de cet intitulé la référence à la loi du 3 janvier 1933, précitée, il lui appartient de le faire par une disposition particulière du projet, qui trouvera sa place avant l'article 20. Celui-ci pourra dès lors se référer, le cas échéant, au "même arrêté".

Article 21

Dès lors que l'arrêté en projet prévoit des obligations dont le non-respect est pénalement sanctionné, il ne peut rétroagir.

La disposition sera revue en conséquence.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.220/2
VAN 24 SEPTEMBER 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 19 september 2008 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van diverse uitvoeringsbesluiten van de Wapenwet", heeft het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in het ontwerp als volgt :

"Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de wet van 25 juli 2008 tot wijziging van de Wapenwet bepaalt dat de artikelen van de Wapenwet die nog niet in werking zijn getreden, op 1 september 2008 in werking treden; dat ze tegen die tijd de nodige uitvoeringsbepalingen moeten krijgen opdat de rechtszekerheid gewaarborgd zou zijn; dat het om praktische redenen wenselijk is dat de door dezelfde wet aangebrachte wijzigingen in de Wapenwet op hetzelfde moment in werking treden en er een einde komt aan de al te lang heersende verwarring over de toepassing van de Wapenwet; dat het nog resterende gedeelte van de overgangperiode die afloopt op 31 oktober 2008 in het belang van de burger die er gebruik van wil maken, zo ruim mogelijk moet zijn;".

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Eerste lid

De artikelen 14 en 35, 6/, van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens lijken geen rechtsgrond voor het ontworpen besluit op te leveren. De verwijzing naar deze artikelen in het eerste lid van de aanhef behoort derhalve te vervallen.

Er moet beter worden aangegeven welke bepalingen de rechtsgrond van het ontwerp vormen, namelijk de artikelen 5, § 2, eerste lid, 7, § 2, 12, 5/, en 35, 2/ ⁽¹⁾ en 7/, van de voornoemde wet van 8 juni 2006.

Nieuw zesde lid

Er dient een nieuw zesde lid te worden ingevoegd dat verwijst naar het koninklijk besluit van 29 december 2006 tot uitvoering van sommige bepalingen van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie en van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens, waarvan een bepaling wordt gewijzigd bij artikel 20 van het ontwerp.

Er wordt eveneens verwezen naar de opmerking over artikel 20 van het ontwerp.

⁽¹⁾ Naar aanleiding van de opmerking bij artikel 5.

Tiende lid (dat het elfde lid wordt)

Geschreven moet worden :

"Gelet op advies 45.220/2 van de Raad van State, gegeven op 24 september 2008, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

DispositiefArtikel 4

Krachtens artikel 5, § 2, eerste lid, van de Wapenwet komt het aan de Koning toe de wijze te bepalen waarop de aanvrager de herkomst van de voor zijn activiteit aangewende financiële middelen moet aantonen.

Wat die wijze betreft bepaalt het ontworpen besluit alleen dat het aantonen door middel van "deugdelijke schriftelijke bewijzen" moet geschieden, zonder evenwel aan te geven wat het als "deugdelijke" bewijzen beschouwt. Hierdoor laat de steller van het ontwerp na de wet uit te voeren.

Artikel 5

Dit artikel bepaalt dat voor de erkenningen bedoeld in artikel 6, § 2, van de Wapenwet, een "getuigschrift ad hoc wordt opgesteld", zonder het model ervan te preciseren. Krachtens artikel 35, 2/, van dezelfde wet komt het echter aan de Koning zelf toe om bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad het model van de documenten te bepalen. Het ontwerp moet bijgevolg worden aangevuld met een bijlage waarin het model wordt vastgesteld van het document waaruit de erkenning bedoeld in artikel 6, § 2, blijkt.

Artikel 10

Krachtens artikel 32 van de Wapenwet worden erkenningen in principe afgegeven voor onbepaalde duur. Krachtens artikel 7 van dezelfde wet kan de gouverneur de erkenning van iemand die gedurende een jaar de activiteit waarvoor hij een erkenning heeft gekregen niet heeft uitgeoefend, intrekken, maar is dat geen verplichting.

Artikel 8 van het koninklijk besluit van 20 september 1991 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie en van de Wapenwet, dat de houder van de erkenning ertoe verplicht zijn getuigschrift terug te sturen wanneer hij zijn activiteit stopzet, en dat men via artikel 10 van het voorliggende ontwerp wil wijzigen, mist bijgevolg op dat punt rechtsgrond.

Artikel 11

Deze bepaling strekt tot wijziging van artikel 17 van het voornoemde koninklijk besluit van 20 september 1991. Dat artikel betreft de verplichting om houder zijn van een vergunning om een vergunningsplichtig vuurwapen te mogen dragen, en stelt de voorwaarden vast voor vrijstelling van die verplichting.

Die kwesties zijn het onderwerp van de artikelen 14, 15, gewijzigd bij de wet van 25 juli 2008, en 21, van de Wapenwet. De Koning is niet gemachtigd om die bepalingen aan te vullen.

Vermits die bepalingen van kracht zijn sedert 1 september 2008, behoort artikel 17 van het voornoemde koninklijk besluit van 20 september 1991 veeleer opgeheven te worden in plaats van gewijzigd.

Artikel 16

De rechtszekerheid vereist dat het ontworpen besluit bepaalt wat bedoeld wordt met occasionele schutter, door te verwijzen naar artikel 12, eerste lid, 5/, van de Wapenwet.

Artikel 17

Artikel 20 van de Wapenwet bepaalt dat exploitanten van schietstanden erkend moeten worden "overeenkomstig artikel 5" van dezelfde wet. De bepalingen van artikel 7 van dezelfde wet, die de schorsing, intrekking of beperking van de erkenning bedoeld in artikel 5 regelen, zijn bijgevolg ook van toepassing op de erkenning van exploitanten van schietstanden.

Artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit van 13 juli 2000 tot bepaling van de erkenningsvoorwaarden van schietstanden is dan ook een overbodige bepaling, aangezien ze ertoe strekt iets te regelen wat reeds door de wetgever geregeld is.

Artikel 17 van het voorliggende ontwerp zou deze bepaling moeten opheffen in plaats van wijzigen.

Artikel 19

Aangezien artikel 8 van het koninklijk besluit van 13 juli 2000 tot bepaling van de erkenningsvoorwaarden van schietstanden een wijzigingsbepaling is en bijgevolg uitgewerkt is zodra ze in werking is getreden, behoren de bepalingen die zij heeft ingevoegd in het koninklijk besluit van 16 september 1997 tot bepaling van het bedrag van de rechten en retributies die geheven worden met toepassing van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, namelijk artikel 1, A, 7/, en B, 7/, van dat besluit, te worden opgeheven.

Artikel 20

Het juiste opschrift van het koninklijk besluit dat men van zins is via artikel 20 van het ontwerp te wijzigen, luidt als volgt : "koninklijk besluit tot uitvoering van sommige bepalingen van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie en van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens".

De bepaling moet in die zin worden gewijzigd.

Indien de steller van het ontwerp van oordeel is dat hij in dat opschrift de verwijzing naar de voornoemde wet van 3 januari 1933 moet laten vervallen, moet hij dat doen aan de hand van een afzonderlijke bepaling van het ontwerp, die dan thuishoort vóór artikel 20. In dit artikel kan dan overigens, in voorkomend geval, verwezen worden naar "hetzelfde besluit".

Artikel 21

Aangezien het ontworpen besluit voorziet in verplichtingen waarvan de niet-nakoming strafrechtelijk bestraft wordt, kan het niet terugwerken.

De bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS